



Les réactions des leaders politiques se multiplient après la séquestration de Maurice Kamto, et la mise aux arrêts des manifestants de la « marche pacifique » du 22 septembre.

Detenus dans des brigades et les commissariats, ils sont notamment accusés d'« **incitation à l'insurrection** ». Pour Kah Walla, c'est une atteinte aux libertés fondamentales.

Nous devons, dit-elle « ***nous battre pour notre pays et pour notre avenir. Le régime de Biya intensifie sa stratégie de répression et de violation des libertés fondamentales contre nous en tant que citoyens camerounais et met notre avenir commun en péril extrême. Nous ne devons pas les laisser faire*** ».

La présidente Nationale du CPP (Cameroon People's Party) invite le peuple à élever « ***la voix sur les médias sociaux, les médias, les discussions privées pour la justice, le respect des libertés fondamentales, la fin de la violence pour tous*** ».

Bien plus, la femme politique appelle le peuple à se vêtir en noir ce vendredi 2 octobre avant de sortir manifester, ceci pour exprimer son indignation face à cette « ***politique de division qui ne sert que ce régime*** » et surtout réclamer la libération de toutes les personnes arrêtées dans le cadre de la marche pacifique du 22 septembre.

« Il est temps de se mettre debout ! Il est temps de nous mettre debout en tant que peuple et de reprendre notre destin. Chaque jour que nous attendons chaque jour que nous hésitons, est un jour où un autre Camerounais perd sa liberté ou sa vie », soutient la porte-étendard du mouvement. Stand Up For Cameroon.